

# **CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE: LES DÉFIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DES BIOÉNERGIES**

## **Comité plénier: Point 5.3 de l'ordre du jour**

### **Table ronde n° 3: Ravageurs et maladies transfrontières**

***Mercredi 4 juin 2008***

#### **Rapport des Coprésidents**

La table ronde a été ouverte par le Président du Comité plénier, Son Excellence Monsieur Henri Djombo, Ministre de l'économie forestière de la République du Congo. Les Coprésidents étaient Son Excellence Monsieur Sharad Pawar, Ministre de l'Union, Ministre de l'agriculture et Ministre de la consommation, de l'alimentation et de la distribution publique de l'Inde et Son Excellence Monsieur Jim Anderton, Ministre de l'agriculture, des pêches et des forêts et Ministre de la biosécurité de la Nouvelle-Zélande.

Les intervenants étaient M. Hans R. Herren, Président du Millennium Institute, Coprésident de l'Évaluation internationale des connaissances, sciences et technologies agricoles pour le développement et Lauréat du World Food Prize, M. Declan O'Brien, Directeur administratif de la Fédération internationale pour la santé animale et M. M. Taghi Farvar, Membre du Conseil de l'Union mondiale pour la nature (UICN) et Président de la Commission de l'UICN sur les politiques environnementales, économiques et sociales. M. James Butler, Chargé du Département FAO de l'agriculture et de la protection des consommateurs, a fait office de Secrétaire.

Le groupe de réflexion et les participants aux débats se sont penchés sur les questions suivantes :

1. Quels sont les impacts des organismes animaux et végétaux nuisibles et des maladies transfrontières sur l'état de la sécurité alimentaire chez différents groupes de personnes et dans différentes régions? Quels sont les groupes et les systèmes vulnérables, ceux dont l'exposition aux maladies et aux ravageurs transfrontières présente les risques les plus élevés?
2. Quelles actions à court et à moyen termes doivent prendre les pouvoirs publics nationaux et locaux et la communauté internationale pour remédier à ces risques et s'organiser pour parer aux situations d'urgence provoquées par des ravageurs ou des maladies transfrontières?
3. Quelles sont les réformes des politiques et de la législation nationales qui seraient nécessaires pour réduire les impacts des ravageurs animaux et végétaux et des maladies transfrontières, y compris les menaces pesant sur les forêts et les pêches?
4. Quels sont les systèmes mondiaux d'échange de données et les activités de recherche qui seront nécessaires à l'avenir pour identifier et quantifier les liens entre le changement climatique, les écosystèmes et la transmission d'agents pathogènes et les menaces pour la sécurité alimentaire qui peuvent en résulter?

Les coprésidents ont prononcé de brèves déclarations liminaires dans lesquelles ils ont mis en exergue la nécessité d'une collaboration régionale et internationale pour renforcer les systèmes nationaux et régionaux de biosécurité afin de garantir une plus grande sécurité sanitaire des échanges commerciaux et parer à des menaces telles que la grippe aviaire hautement pathogène, la rouille de la tige de blé Ug99 et le syndrome ulcéreux épizootique (SUE) qui affecte des animaux aquatiques, menaces qui évolueront vraisemblablement sous l'effet du changement climatique. Les pays en développement et les pays en économie de transition devraient affecter davantage de ressources pour renforcer les capacités dans le domaine des infrastructures, des diagnostics et de l'expertise pour atténuer les impacts possibles des changements climatiques sur les mouvements transfrontières des ravageurs et des maladies. Les pays développés et disposant de technologies avancées devraient favoriser ces efforts par un leadership scientifique accru sous forme de programmes et initiatives de renforcement des connaissances.

M. Hans Herren a noté la pression croissante que font peser les ravageurs et les maladies transfrontières du fait de la mondialisation, du commerce et de la circulation des personnes, et que le changement climatique ne fait qu'aggraver. Il a souligné qu'il était nécessaire d'intensifier la production durable conformément aux stratégies locales et nationales basées sur les écosystèmes, comme préconisé dans l'Évaluation internationale des connaissances, sciences et technologies agricoles pour le développement, sans recourir outre mesure aux intrants chimiques. M. Declan O'Brien a fait référence au Cadre mondial pour la maîtrise progressive des maladies animales transfrontières de la FAO et de l'OIE, approche idéale qui, avec l'implication de la sphère de la recherche et des alliances regroupant de multiples parties prenantes pour avoir des vaccins et des outils performants, devrait devenir opérationnelle grâce à des mécanismes tels que la Plateforme technologique européenne sur la santé animale dans le monde. M. Taghi Farvar a souligné l'importance de valoriser les savoirs locaux des écosystèmes locaux et des institutions coutumières pour améliorer les systèmes d'alerte rapide sur les ravageurs et les maladies, la nécessité de renforcer leurs capacités au titre de la souveraineté alimentaire et l'importance de la résilience environnementale et il a mis en garde contre les campagnes de grande ampleur sur les ravageurs transfrontières qui sous-estiment ces importantes ressources.

Les participants à la table ronde sont convenus que les ravageurs et les maladies transfrontières représentent des menaces graves pour la sécurité alimentaire et que la priorité absolue devrait être de renforcer les systèmes d'alerte et d'intervention rapides. Ils sont également convenus que le renforcement des capacités régionales, nationales et locales était crucial pour mieux préparer les pays à relever ces défis. Ils ont été très nombreux à soutenir l'idée d'encourager l'évolution vers une plus grande coopération entre systèmes nationaux, en particulier moyennant le renforcement des plateformes internationales déjà en vigueur, y compris celles que fournissent la FAO (Convention internationale pour la protection des végétaux) et l'OIE.

Il a été proposé d'avoir recours plus largement à la vaccination, en tant que mesure préventive, tout en prenant acte de la nécessité d'en étudier en détail les implications en matière réglementaire. La génomique, les biotechnologies et les technologies de l'information ont été citées comme autant d'exemples d'outils susceptibles d'être généralisés. Il a été préconisé par ailleurs de renforcer la plateforme de la FAO, plutôt que d'en créer de nouvelles. L'importance d'améliorer les rôles de la biodiversité, de la communication et des savoirs locaux dans la gestion des organismes nuisibles et des maladies existants ou

nouvellement apparus a été soulignée. Le rôle joué par des systèmes nationaux solides pour faciliter les consultations régionales en collaboration avec la FAO a également été noté.